

« Covid-19, changement climatique... Faire face aux crises : un enjeu de résilience »

RESILIENCE URBAINE – Faire face aux chocs en abandonnant l'ambition du risque 0 ?

Chloë VOISIN-BORMUTH

Directrice de la Recherche – La Fabrique de la Cité

LA RESILIENCE, UN NOUVEL IMPERATIF ?

Le concept de résilience est parfois tellement rebattu qu'il peut sembler ne plus avoir de sens – il peut même paraître suspect. **La résilience est-elle un nouvel impératif ?** De fait l'actualité donne prise à l'emploi du concept : aujourd'hui la crise sanitaire, mais aussi attentats, séismes, ouragans, inondations, incendies... l'actualité est pleine de ces chocs et de récits de renaissance. On a tous dans la tête les images de villes touchées par une catastrophe qui ont réussi à se relever de leurs cendres, telles des phénix (exemple de la Nouvelle Orléans après Katrina).

Si la résilience intéresse tout le monde, **rien n'est moins sûr que ceux qui utilisent le terme parlent de la même chose.**

Il existe une définition générique, très large qui définit la résilience comme **la capacité d'un objet, d'une personne, d'un système à résister et à s'adapter à un choc pour revenir à l'état initial.** La résilience, qui vient de *resilere* (sauter, rebondir), s'oppose en cela à la résistance qui vient de *stare* (tenir droit). On retrouve la **fameuse fable du chêne et du roseau** : la résilience (le roseau) est dynamique. Elle accepte dès l'origine la perte et le changement conséquent à l'adaptation. La résistance (le chêne) est statique : elle mise sur la protection face au choc et sur sa capacité à l'absorber – au risque de rompre si le choc est trop dur.

Avec la résilience, **l'approche du risque s'en trouve modifiée : l'espoir du risque zéro est abandonné et la crise est acceptée ;** L'objectif poursuivi est d'amoindrir le choc et l'onde de choc et de faire en sorte que le système touché soit suffisamment stable pour ne pas s'effondrer mais pour, au contraire, arriver à se transformer. La résilience introduit donc l'idée d'une action coordonnée et de long terme, en aval comme en amont de la crise.

VILLES & RISQUES : UNE RELATION COMPLEXE

Les villes entretiennent un rapport complexe au risque. Elles sont tout à la fois :

- **Enjeu** : les villes présentent une forte vulnérabilité d'une part car elles concentrent populations, centres de pouvoir et centres économiques, d'autre part car elles sont très interconnectées. L'onde de choc peut être potentiellement très importante. Elles peuvent être touchées par des chocs brutaux, très mobilisateurs (attentats, séismes etc.) comme par des chocs délétères (Crise économique, crise sociale etc.), peu mobilisateurs car s'étalant sur une longue période de temps. Le défi de la résilience réside dans le fait de maintenir la capacité d'alerte et de mobilisation sur le long terme, au-delà de l'urgence et en-deçà de la latence.

- **Facteur d'accroissement de l'aléa** : on connaît leur rôle dans le changement climatique, dans la fragilisation des milieux etc.
- **Acteurs majeurs de la gestion des risques et de la prévoyance** en offrant un échelon d'action et de gouvernance pertinent et efficace.

RENOUVELER L'APPROCHE DU RISQUE

Les catastrophes ont toujours existé et les villes s'en sont globalement toujours remises. Pourquoi est-il néanmoins aujourd'hui nécessaire de changer notre approche au risque ?

1. Si les catastrophes ont toujours existé, on note **une accélération des phénomènes**, du rythme de leur occurrence, ce qui exige un rythme d'adaptation lui-même accéléré. La conséquence est la mise sous tension du système : les villes sont bien souvent contraintes de réagir – sans pouvoir anticiper.
2. Il existe **un idéal de maîtrise** : il n'y aurait pas de risque non maîtrisable et dont on ne saurait se protéger efficacement par l'innovation technique et technologique. On retrouve l'idéal de *résistance*.
3. La collapsologie affirme au contraire qu'il est déjà trop tard pour la mitigation. **La stratégie est celle de l'abandon face au risque.**

L'idéal de maîtrise comme la collapsologie, à l'opposé dans l'action que chacun d'eux prône, se rejoint toutefois sur un point crucial : celui de **refuser le débat sur le risque acceptable**, l'un dans l'espoir de l'annuler par la maîtrise, l'autre par son acceptation résignée.

La résilience ouvre une nouvelle voie face au risque qui sort de l'impasse de la maîtrise et de celle de la résignation. La résilience affirme qu'il est non seulement possible d'agir face au risque pour le réduire et s'en protéger, mais aussi que **l'action ne se réduit pas à sauver ce qui peut encore l'être : elle peut être positive et viser à faire de la ville ce lieu du « plus », plus de confort, plus de vie, plus de bien-être, pour plus de gens... avec moins.**

En mettant en avant la capacité à agir localement et à apprendre de l'expérience des autres face à des risques similaires, la résilience ouvre par ailleurs une voie vers l'action collective, ce dont témoigne la création de plusieurs réseaux de villes résilientes, dont le plus connu est celui de 100 Resilient Cities fondé par la Fondation Rockefeller (son activité a pris fin en 2019).

La résilience permet également d'ouvrir le débat sur la perte consécutif au choc – c'est certainement là le caractère le plus innovant de la notion de résilience, et pourtant c'est aussi celui qui est le plus souvent oublié. Accepter le choc et rompre avec l'ambition du risque zéro revient à s'interroger sur ce que l'on accepte collectivement de perdre – et que l'on ne va pas protéger - sur ce que l'on n'accepte pas de perdre – et qui fera l'objet d'une stratégie de protection prioritaire – et enfin sur le prix que l'on accepte de payer pour cela.

Enfin la résilience permet de mettre en avant **une approche systématique du risque** et des enjeux soumis au risque. Elle permet notamment d'articuler les différentes échelles géographiques en pensant à l'onde de choc touchant des systèmes aujourd'hui très interconnectés ; elle permet aussi d'articuler court et long termes, amont et aval de la crise.

L'OUBLI DES PRESUPPOSES

Bien loin d'être un concept valise, la résilience serait-elle en réalité un concept miracle ?

L'efficacité de ce concept est réelle notamment par sa capacité à « mettre en action » les différentes parties prenantes grâce à son caractère très « positif » - c'est ce qui en fait une notion si séduisante. Toutefois, ce caractère qui séduit est également celui dont il faut se méfier, car il conduit à oublier d'interroger les

présupposés qui sous-tendent la notion de résilience, notamment cette question centrale : **qui a la maîtrise du discours ?** Qui dit que ce qui est en train de se passer est un choc – ou au contraire n’en est pas un ? Qui détermine que l’état d’équilibre a été atteint et que la crise est surmontée ? Peut-on déterminer objectivement ce point d’équilibre ? L’exemple de la Nouvelle Orléans montre à quel point la résilience est dépendante de celui qui porte le discours de résilience : quand 10 ans après Katrina, la majorité de la population blanche de la Nouvelle Orléans déclare que la crise a été surmontée, les 2/3 de la population noire affirme au contraire que celle-ci continue à les frapper durement.

La résilience est par ailleurs bien souvent attachée à une idée d’amélioration : le choc et la crise permettraient une reconstruction meilleure. On retrouve l’idée de l’électrochoc salvateur permettant enfin de fédérer toutes les énergies et celle de la destruction créatrice de valeur. **Survivre ne suffit pas, il s’agit de devenir meilleur.** Cette approche revient à distribuer des bons points à ceux qui parviennent à surmonter la crise et à montrer du doigt ceux qui n’y arrivent pas – cela dans une perspective morale voire moralisante.

La résilience enfin est souvent comprise comme simple une mise en cohérence des actions des différents acteurs. Tous les dispositifs pour faire face aux chocs existent, il s’agit seulement de « les mettre en musique » sous l’égide d’un Chief Resilience Officer jouant le rôle de chef d’orchestre. Cette approche revient à promouvoir l’édiction de modes d’emploi à suivre à la lettre. Or, comme la résilience est sous-tendue par l’acceptation du choc et de la perte – et donc par un choix, **elle est en réalité bien moins un projet technique qu’un projet avant tout politique.**

L’exemple de l’amerrissage de l’US Airways 1549 du commandant Sullenberger permet de comprendre que la résilience ne saurait se trouver ni dans la distribution de bons points (la résilience comme capacité intrinsèque de certains individus) ni dans l’édiction de modes d’emploi (la résilience comme capacité pouvant être acquise). Il montre que :

- **La résilience est engagée dans des situations inédites pour lesquelles il n’existe pas de mode d’emploi** (dans cet exemple, la combinaison risque aviaire, basse altitude, arrêt des deux moteurs).
- **Dans la résilience, le facteur humain est central** : à la fois, comme effet retardateur (le temps de sidération face à l’inconnu qui précède la réaction) mais aussi, et surtout, comme relais en cas de défaillance des systèmes techniques (la communication sans faille entre tous les membres de l’équipage et la réactivité des sauveteurs)
- **La notion de capacités est également capitale** : la possibilité d’activer la capacité d’une personne ou d’un système à faire face à un choc peut être soit facilitée soit complètement entravée en fonction du contexte – social, économique, politique, technique, financier, culturel. La capacité à faire face n’est rien sans prise en compte du contexte.

CONCLUSION

Pour mettre en œuvre la résilience, il est essentiel de faire émerger une culture du risque partagée : systèmes techniques et facteurs humains, systèmes collectifs et prise de décision individuelle doivent pouvoir être pensés ensemble et entrer en synergie.

FAIRE FACE AUX CRISES, PREPARER DEMAIN DES AUJOURD'HUI ?

Entretien Chloë Voisin-Bormuth et Magali Reghezza-Zitt

Magali Reghezza-Zitt, docteur en géographie et aménagement, est notamment membre du Haut Conseil pour le Climat.

CVB : Comment faire le lien entre les deux crises ? Ne serait-ce pas plutôt à travers cet enjeu de résilience ?

MR : On sait que les zoonoses comme le coronavirus actuel sont liées à un rapport au monde animal qui a été profondément modifié par nos modèles économiques et les rapports des sociétés humaines à la nature. On ne peut pas dire pour l'instant à quel point l'épidémie est liée à la crise de la biodiversité ou au changement climatique, mais le GIEC alerte depuis des années sur **l'augmentation du risque de crise sanitaire provoquée par le changement climatique, la déforestation et l'érosion de la biodiversité**. Il alerte aussi sur l'impact du changement climatique sur la santé des gens (sans même parler des pollutions atmosphériques qui tuent chaque année des milliers de personnes en France). Les parasites, les canicules, la dégradation générale de l'environnement, sont tout autant de facteurs qui dégradent la santé humaine. La ville est concernée, car il y a des enjeux forts autour de la biodiversité urbaine ou l'accès à l'eau potable.

En outre, ces pandémies ne vont pas s'arrêter, on en a toujours eu. Comparé aux épidémies de peste du Moyen-Âge, on va évidemment plus vite maintenant pour les identifier et les comprendre, mais il y a toujours un temps de latence entre la découverte et le traitement et la science et la technique ne peuvent pas trouver une solution immédiate.

Le changement climatique aggrave le problème sanitaire en dégradant nos conditions de vie : cet été, si en plus du covid-19 on a une canicule, comment ça va se passer ?

Entre COVID 19 et crise climatique, différents points communs peuvent être mis en évidence. Que ce soit le covid-19 ou le changement climatique, on a des lanceurs d'alertes (scientifiques, gestionnaires de crise...) depuis des dizaines d'années, qui ne sont pas écoutés. **Les crises qu'ils annoncent sont tellement énormes qu'elles relèvent de l'imaginable**. Ce n'est pas qu'on ne veut pas, mais l'esprit humain a du mal se projeter dans ces futurs anxiogènes. La question du **changement climatique pose la question de ce à quoi on se prépare : on ne sait pas quand ni comment ça va arriver. Alors pourquoi investir ?** Pourtant, on sait que ce sera un choc majeur, inédit, d'une brutalité immense. Face à ça, la tentation de l'inaction est grande.

La résilience passe par des actions de prévention et de préparation. Comment se préparer à des crises énormes, alors même qu'on ne sait pas si, quand et comment elles vont se produire ? Et bien, en se disant que se préparer pour des crises mineures et moyennes, c'est aussi se renforcer pour tout type de menace et tous les types de crises, y compris les crises majeures. C'est cumulatif. Investir dans la prévention et la préparation n'est jamais inutile.

La menace COVID ressemble à la crise climatique. Si la menace est mondiale, si on est tous exposés, on ne présente pas tous les mêmes fragilités. Les territoires, les groupes sociaux, les individus ne sont pas égaux face à la menace, ils ne sont pas tous vulnérables de la même façon. Le Président E. Macron l'a dit, on va déconfiner en condition des **degrés de vulnérabilité**. Dans le cadre du changement climatique, une commune du littoral atlantique n'a pas les mêmes problèmes qu'une commune de montagne, pas les mêmes vulnérabilités, et donc pas les mêmes trajectoires de résilience. On ne peut pas les traiter de la même façon. Dans les crises, il y a des facteurs de vulnérabilité spécifiques aux menaces, qui appellent des mesures particulières pour favoriser la résilience. Mais il y a aussi des facteurs structurels, qui valent pour toutes les menaces, qui sont inhérents à nos systèmes. Aujourd'hui, l'interdépendance des territoires a profondément accéléré la propagation du virus. La mobilité est un facteur de fragilité, notamment dans le cadre du travail. Agir sur ces vulnérabilités structurelles, c'est augmenter notre résilience à tous les types de crise. Par exemple repenser les circuits d'approvisionnement alimentaire dans la ville bas-carbone, c'est réduire sa vulnérabilité en cas de crise sanitaire.

Un autre point commun entre COVID et changement climatique est la **dimension systémique** des menaces, qui touchent tous les aspects de notre vie quotidienne et de la vie sociale et économique. Dans un monde globalisé, une crise peut très vite paralyser l'ensemble du système, qu'il s'agisse d'un système urbain, d'une filière économique, d'un pays. On a des **effets en chaîne** : à la crise initiale s'ajoutent des crises dérivées. Pour le covid-19, la crise sanitaire induit des crises sociale, économique, politique. La sortie de la crise sanitaire ne veut donc pas dire sortie de crise tout court. Il y a des effets décalés dans le temps et l'espace, comme pour le changement climatique. Pour le covid-19, on sortira de la crise sanitaire quand on aura les vaccins, mais on sera toujours dans une crise économique, sociale et politique majeure. De plus, il y a des disparités régionales. L'Ile-de-France peut se relever plus tôt, car c'est le centre économique du pays. On y concentre beaucoup de moyens, car de son relèvement dépend le redressement de l'économie nationale, et donc, la résilience des territoires en régions qui vont être frappés de plein fouet par les impacts sociaux-économiques du confinement. À la fin, **c'est peut-être les moins impactés par la crise sanitaire qui vont souffrir le plus.**

La résilience s'obtient par concaténation de différentes actions, qui sont complémentaires et non exclusives :

- **La prévention** : ce qu'on peut faire en amont pour détecter et atténuer les menaces, réduire les vulnérabilités, diminuer le risque.
- **Les politiques d'atténuation** : les politiques mises en place quand on ne peut plus empêcher la menace, par exemple la Stratégie Nationale Bas Carbone (SNBC), qui permet de respecter l'objectif des 2°. C'est ce que l'on voit aussi dans la crise du covid-19 : on cherche à aplatir le pic, à éviter une explosion des contaminations par le confinement.
- **La gestion la crise** : une fois que la crise éclate, faire en sorte qu'elle ne se transforme pas en catastrophe par des ajustements successifs et l'agilité du système, pour répondre à l'urgence, l'imprévu, et agir malgré l'incertitude.
- Le retour d'expérience post-crise, qui permet de **tirer des leçons** de ce qui s'est passé. C'est le plus dur, car au lendemain d'une crise, on ne veut plus y penser, on a besoin tourner la page. Il faut au contraire identifier des défaillances sans chercher un bouc émissaire, pour ne pas reproduire à l'identique les causes de la catastrophe.
- **L'adaptation**. C'est l'idée qu'il est nécessaire de toucher aux causes profondes de vulnérabilité par des transformations structurelles, qui demande souvent de considérer les temps moyens et long.
- **Être résilient c'est aussi être capable d'oublier**, ou du moins de vivre avec le risque, les vulnérabilités, vivre avec le traumatisme et la douleur. Il y a donc une tension entre la mémoire et l'apprentissage, et le fait d'aller de l'avant.

Finalement, la résilience c'est accepter de reconnaître sa vulnérabilité, pour mieux la réduire. C'est compliqué dans une situation de concurrence exacerbée où la recherche de compétitivité conduit à minorer ou à cacher le risque et ses fragilités. Il faut pourtant la reconnaître pour mettre en place tous les instruments qui permettant s'en sortir le mieux possible. La résilience offre moins des solutions toutes prêtes qu'une méthode de travail qui permet de restaurer du débat et des choix. Il n'y a pas de solution miracle. Chaque solution a un coût et des bénéfices. Comment on arbitre et qui paie ? De plus, ce qui va être fait à court terme sera peut-être négatif à long terme. Dans le cas du coronavirus, si on relance l'économie sans prendre en compte la SNBC, on sera encore plus fragile pour les crises futures. La résilience demande de se projeter dans le moyen et le long terme.

La Nouvelle Orléans est l'archétype de ce qu'il ne faut pas faire. On a vanté la résilience de la Nouvelle-Orléans après Katrina, et le fait que sa reconstruction en avait fait une ville meilleure. Mais on n'a pas touché aux facteurs structurels de vulnérabilité. En particulier, aux inégalités sociales. En ce moment, il se passe un drame sanitaire. Les facteurs qui ont fragilisé la ville pendant l'ouragan ont été oubliés dans la stratégie de reconstruction d'après-crise. Ils n'ont pas disparu, ils ont même été aggravés par la reconstruction. On en voit le résultat. Il faut faire attention : **certains investissements sont contre-productifs quand d'autres**

paraissent inutiles, mais si vous ne les faites pas, quand la crise arrive vous disparaissent. Les vulnérabilités créent la crise, l'amplifient et sont révélées par elles.

CVB : Concernant la temporalité, le covid-19 est un choc brutal et le changement climatique est un choc délétère. Pour ce dernier, même si on a des événements exceptionnels, il y a une sorte d'oubli, d'incrédulité. Comment va-t-on réagir demain ?

MR : On ne va pas sortir indemne de cette crise. Il y aura des morts, des traumatismes psycho-sociaux, une crise sociale majeure. Les personnes les plus fragiles dans le système vont être les plus touchées, parce qu'elles échappent aux filets de sécurité. **L'urgence sociale peut sembler en contradiction avec une prise en compte du long terme. Malgré ça, il ne faut pas céder au « court termisme ». Notre économie carbonée n'est pas soutenable à moyen et long terme.** Prenons l'exemple du pétrole. Aujourd'hui, l'exploitation conventionnelle et les gaz de schiste posent problème et le système est fragile. Le risque d'une crise pétrolière est très grave. Si on reste dans une économie carbonée, on s'expose à cette crise. On a besoin de soutien pour les PME, les individus, et en pensant à la dette, avec les autres pays et les banques centrales. Mais si on ne fait que ça, de la relance « brune », le changement climatique va accroître les pressions sur les sociétés et les individus. À moyen terme, c'est une bombe. Il faudrait plutôt **re-flécher les aides et les politiques vers des solutions qui vont permettre une adaptation et une transition juste.** Au lieu de redresser une entreprise carbonée, pourquoi ne pas l'aider à s'engager dans une transition moins carbonée ? La canicule de 2003 montre qu'on peut rendre les systèmes moins vulnérables si on s'en donne les moyens. Après cette crise, des élus ont pris le problème à bras le corps et on a eu des changements structurels, on a réduit les vulnérabilités. Il est nécessaire de sortir de l'opposition entre la relance et le traitement de la crise. Le soutien économique et social doit être accompagné d'une politique de plus long terme. Notre environnement change, les fragilités vont être accrues. Dans cinq, dix, quinze ans, on s'expose à un **effondrement potentiel si on n'a pas tiré les leçons.**

Pour les questions de changement climatique, attention, il n'est pas question d'être à 0 carbone mais d'être **neutre en carbone**, c'est-à-dire que les émissions doivent être compensées. Toutes les mesures prises pour réduire les fragilités concernant le covid-19 vont dans le sens d'une ville bas carbone. C'est de l'investissement dans la résilience.

CVB : Quid des coopérations entre acteurs ?

MR : Il y a deux façons d'envisager la solidarité. 1 : la solidarité négative : parce que la crise est systémique, parce que vous dépendez des autres, vous êtes touchés par les actions et décisions de votre voisin. 2. La solidarité positive : l'union fait la force et vous permet de vous en sortir, en faisant jouer l'entraide et les complémentarités. Un système c'est quoi ? Ce n'est pas comme un sac de billes, où on est ensemble mais pas liés. C'est plutôt comme dans un tapis, toutes les mailles sont solidaires les unes des autres, si vous tirez sur le fil, c'est tout le tapis qui disparaît. Cultiver les complémentarités, par exemple entre territoires, penser ou repenser les liens de dépendance, est un levier essentiel de résilience.

La résilience suppose aussi des choix qui ne vont pas de soi. **Il y a une tension permanente entre la résilience de l'enjeu (la ville) et celle du système dans lequel l'enjeu est englobé** (les territoires autour, ou bien les réseaux composant la ville). La résilience s'opère parfois au prix du sacrifice d'une des parties. La question de la justice est omniprésente. Ce qui est juste pour l'un ne l'est pas forcément pour l'autre. Cela veut dire aussi la résilience que n'est pas consensuelle. On est à peu près d'accord sur l'objectif, mais pas les moyens. Aujourd'hui par exemple, pour le covid-19, on pose la question des personnes âgées, du tri dans les hôpitaux, de mesures plus strictes à leur imposer. Dans toutes les crises, il y a aussi des prises de positions idéologiques, des débats, du dissensus. Cette question du choix est un enjeu démocratique majeur.

La résilience est enfin une **opportunité pour innover, créer, reconstruire ou construire du lien.** Il ne s'agit pas de passer son temps à dire « c'est urgent », mais plutôt « dans l'urgence, comment je fais pour bien poser le problème, faire des choix éclairés et décider que tel investissement ne vaut pas le coup ou au contraire est

nécessaire ? ». La résilience suppose aussi d'anticiper pour créer les conditions de sa mise en œuvre. En France aujourd'hui, le premier frein à la rénovation thermique des bâtiments, qui pèse fort sur les émissions de gaz à effet de serre, c'est qu'on n'a ni les entreprises, ni les emplois adéquats. Investir dans ce domaine, c'est faire du bas carbone et mais aussi créer de l'emploi et de l'activité, à condition de déployer les formations et les outils juridiques et financiers.

Questions des participants

Q° 1 : *Quid du lien entre gouvernance et résilience ?*

MR : C'est très différent selon les pays et leur tradition politique. En France, on a une vision verticale, un gouvernement qui produit des stratégies nationales. Ce n'est pas forcément inefficace, car cela permet d'afficher des orientations, des instruments de régulation, une volonté politique forte et une vision globale. La verticalité pose en revanche la question d'une gouvernance multi-échelles avec un problème de partage des compétences et des moyens. L'innovation vient aussi du local. Que l'on soit dans des métropoles ou des territoires ruraux, on voit des choses qui s'inventent ou qui se réinventent (traditions anciennes de coopération). Aux Etats-Unis, c'est très différent, l'échelle d'action privilégiée est plutôt celle de la communauté. La logique est de donner les moyens d'action pour que les communautés s'organisent. La question de l'inclusivité y est fondamentale dans la résilience. En France, ça se pose différemment. Plutôt que d'opposer top-down et bottom-up, l'enjeu c'est de rendre efficace ce qui existe. Aujourd'hui on a de plus en plus de démocratie participative, avec par exemple la convention citoyenne. Cependant beaucoup de sujets sont très techniques et demandent une acculturation. Pour la convention citoyenne, on a dû former les gens. Rien n'est simple. Et que dire du mille-feuille territorial, avec la complexité des cadres juridiques, avec des compétences se chevauchent, des moyens humains, financiers, techniques, très disparates.

Enfin il ne faut pas omettre la dimension performative de la résilience. **Il n'y a pas une résilience, il y a des actions qui fabriquent la résilience, des acteurs qui construisent la résilience au moment où ils réfléchissent à ce qu'elle doit être.**

Q° 2 : *Avez-vous des exemples concrets de villes coopérant avec les territoires alentours ?*

MR : A Los Angeles, ville insoutenable à première vue, on observe des choses très intéressantes, de même qu'à NYC, Seattle, en Allemagne ou en Nouvelle Zélande. En France, Paris, Lyon, Nantes et Bordeaux, mais aussi beaucoup de villes des anciens bassins miniers. Et puis beaucoup de territoires ruraux. Ça bouge beaucoup.

La vallée Loire est un territoire passionnant, notamment concernant les politiques de lutte contre les inondations qui peuvent se réutiliser pour la lutte contre le changement climatique. On voit aussi des choses s'élaborer sur certains littoraux, autour de la dépoldérisation par exemple ou de la transition énergétique. Ça ne va généralement pas sans difficultés, mais on voit aussi des processus d'apprentissage, de la montée à compétence et une appropriation par les élus, les services techniques, les citoyens, de ces questions.

A Nice, l'éco-vallée a été beaucoup critiquée, mais cela a permis créer des mobilisations citoyennes, de faire évoluer des comportements, de sensibiliser des élus. Les projets échappent parfois à leurs concepteurs.

Q° 3 : *Quel est le rôle des relations multilatérales.*

MR : Attention à **garder et renforcer les relations multilatérales**. Il n'y a pas de gouvernement mondial, mais une gouvernance internationale, qui repose sur des rapports de forces asymétriques. Tout gouvernement national défend (ou dit défendre) l'intérêt de ses citoyens. L'intérêt général n'est pourtant pas la somme des intérêts particuliers. Concernant la crise covid-19, le réflexe protectionniste observé aujourd'hui est logique, c'est le propre d'un État-nation. Pourtant, on sait déjà que les impacts aux niveaux international et européen de cette crise vont être majeurs, avec des effets décalés dans le temps. On risque par exemple un choc très important avec des questions migratoires, encore aggravées par la crise climatique. La cause réside dans les

vulnérabilités des États qui ne peuvent prendre en charge leurs populations. Sans actions coordonnées et des mécanismes de solidarité, les crises vont s'ajouter aux crises.

On voit aussi que le COVID aura des impacts majeurs sur l'environnement. Quid des futures normes sanitaires ? On craint par exemple un retour massif vers le plastique au nom de l'hygiène, alors qu'on connaît les risques de ces plastiques pour l'environnement, en particulier la biodiversité, mais aussi la santé humaine. On ne peut pas opposer la régulation internationale et la régulation nationale et locale. Les deux se complètent et se renforcent. En revanche, les faiblesses de la première ne peuvent justifier l'inaction locale ou nationale.

Q°4 : Quid des rapports de force pour provoquer le changement ?

MR : En dehors des temps de crise, **il y a un questionnement légitime sur le rôle respectif de l'État et des territoires**. Lorsqu'une crise surgit, c'est l'État qui prend la main, pour des raisons à la fois historiques et institutionnelles. Il y a dans une crise majeure un **équilibre difficile à trouver entre interventionnisme et laisser faire**, entre la tentation de l'autoritarisme et la nécessité de garantir la sécurité des personnes et des biens. Aujourd'hui, les concitoyens acceptent des niveaux très élevés de restrictions de leur liberté et d'intrusion dans leur vie privée, idem pour les entreprises, car on est en période de crise. Ce consensus est fragile et doit être discuté. En fonction des catégories de population, du passé, des individus, on est prêts ou non à accepter certaines choses.